

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative - Bât C - 2ème étage
Boulevard George SAND
36000 Châteauroux

Châteauroux, le 14/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LAVAUX

La Ballastière
37705 Saint-Pierre-Des-Corps

Références : VI 28/11/2024 Bois du prieuré UD36 (TD)
Code AIOT : 0010002919

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2024 dans l'établissement LAVAUX implanté Le Bois du Prieuré 36320 Villedieu-sur-Indre. L'inspection a été annoncée le 05/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAVAUX
- Le Bois du Prieuré 36320 Villedieu-sur-Indre
- Code AIOT : 0010002919
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LAVAUX exploite les calcaires du secteur "Bois du Prieuré" sur la commune de Villedieu sur Indre (36) depuis 1998. La société LIGERIENNE GRANULATS a acquis la société LAVAUX en juillet 2014. Les matériaux extraits et produits par la société LAVAUX sur la carrière du Bois du Prieuré sont des granulats (calcaire de Levroux) permettant l'approvisionnement:

- du secteur local et les chantiers de BTP de la région Centre Val de Loire
- des régions limitrophes (départements de la Nièvre et de l'Allier) pour la fourniture de matériaux pour l'amendement agricole des sols.

L'entreprise LAVAUX est autorisée par arrêté préfectoral du 11 juillet 2022 pour une durée de 21 ans et un volume d'extraction maximal de 400 000 tonnes/an.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Conduite de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 2.1.4.8	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
6	Programme d'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 2.6.3	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Disposition de remise en état	Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 1.8.6.4.2	Sans objet
2	Disposition de remise en état	Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 1.8.6.4.4	Sans objet
3	Conduite de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 2.1.4.5	Sans objet
4	Conduite de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 2.1.4.7	Sans objet
7	Autosurveillance des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 3.2.2	Sans objet
8	Prévention risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 7.2.4	Sans objet
9	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 7.4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Disposition de remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 1.8.6.4.2
--

Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage de l'excavation
Prescription contrôlée : La remise en état du site consiste en un remblayage partiel de l'excavation pour retour à une cote moyenne de 135,2 m NGF. Les terres de découverte sont remises en place, sur une épaisseur de 20 cm au fur et à mesure de l'avancée de l'extraction et modelées afin d'obtenir des pentes les plus régulières possible sans rétention d'eau. Les eaux météoriques arrivant dans le périmètre de la zone remblayée, s'infiltrant directement. Le talutage des abords de la cuvette ainsi formée doit être réalisé à environ 10° par rapport à l'horizontale. [...]
Constats : L'inspection des installations classées constate que la remise en état du site se fait par remblayage partiel de l'excavation. La terre de découverte est remise en place au fur et à mesure de l'avancée de l'extraction et modelée afin d'obtenir des pentes les plus régulières possibles sans rétention d'eau. Les déchets d'extraction inertes internes au site sont prioritairement employés pour la remise en état du site. Lorsqu'il est réalisé des apports de matériaux extérieurs, ces derniers sont préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes autorisés par l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 11 juillet 2022 Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Disposition de remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 1.8.6.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure d'admission des matériaux extérieurs
Prescription contrôlée : Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant. Chaque apport extérieur est accompagné d'un bordereau de suivi des déchets attestant de la conformité des déchets à leur destination, [...]
Constats : Par échantillonnage l'inspection a contrôlé un bon de décharge en date du 28/11/24: Bon N°01.00190772.01, code produit 17.05.04, Terre et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse. Ce bon de décharge n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conduite de l'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 2.1.4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Extraction
Prescription contrôlée : [...] Le fond de fouille de la carrière a pour cote minimale 133,2m NGF au droit de l'extension[...] [...]L'exploitation s'effectue par gradins. La hauteur verticale de chaque gradin n'excède pas 15 mètres par rapport au terrain naturel. L'extraction est réalisée par gradins de hauteur maximale 5 m séparés par des banquettes de largeur minimale de 5 m. [...]
Constats : L'inspection constate sur le terrain que l'exploitation de la carrière s'effectue par gradins n'excédant pas 15 m de hauteur par rapport au terrain naturel. L'exploitation est réalisée par gradins de hauteur maximale 5m séparés par des banquettes de largeur minimale de plus de 5m. L'inspection a relevé une côte de fond de fouille à 133.31m au minima, la côte minimale en fond de fouille de 133.2 m NGF prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 11 juillet 2022 est respectée par la société Lavaux. Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conduite de l'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 2.1.4.7
Thème(s) : Risques chroniques, Etat des stocks de produits - Registre de sorties
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant le nom du destinataire, la date du prélèvement, le type et la quantité de matériaux extraite, le mode de transport utilisé pour l'acheminement des matériaux et s'il y a lieu, le nom de la société extérieure réalisant le transport. Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Un bon de sortie dûment complété et signé par la personne en charge du registre est joint au registre
Constats : L'inspection des installations classées constate la bonne tenue d'un registre des sorties avec les éléments demandés dans l'article 2.1.4.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 juillet 2022. Par échantillonnage, l'inspection a contrôlé un bon de livraison n°01 00190771 01 en date du 28/11/2024 comprenant le nom du destinataire (Gaec La Bergerie), la date du prélèvement (28/11/2024), le type et la quantité de matériaux extraite (grave 0/31.5 calcaire - 28.740 tonnes), le mode de transport utilisé pour l'acheminement des matériaux (Semi EC902NE) ainsi que le nom de la société qui a réalisé le transport (STNC et chauffeur: Emilie RAS). Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conduite de l'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 2.1.4.8

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles par organismes extérieurs
--

Prescription contrôlée :

L'entreprise doit disposer sur le site de la carrière, d'une bascule et d'une comptabilité précise des quantités extraites et vendues.

Des organismes agréés doivent procéder à des contrôles réguliers portant notamment sur :

- les appareils de pesage ;
- les installations électriques.

Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées, sur le site.

Constats :

L'entreprise Lavaux dispose sur le site de la carrière, d'une bascule et d'une comptabilité précise des quantités extraites et vendues.

L'inspection constate que dans le rapport en date du 17/06/2024 élaboré par la société DEKRA, il manque la levée des vérifications concernant le "LEVAGE-MACHINES-EQUIPEMENTS DIVERS".

L'exploitant s'engage à transmettre à l'inspection, les éléments permettant de lever ce constat.

Écart constaté: l'exploitant n'a pas présenté les levées de vérification générale d'appareils de levage de charge à bras et leurs supports lors de la visite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites
--

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
--

Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : Programme d'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 2.6.3

Thème(s) : Risques chroniques, Analyse de transmission des résultats de l'auto-surveillance

Prescription contrôlée :

[...] Les résultats de l'auto surveillance des prélèvements et des émissions, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes).

Constats :

La société Lavaux ne renseigne pas les résultats de l'auto surveillance des prélèvements et des

<p>émissions par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes).</p> <p>L'inspection vérifiera de son côté si il y a une éventuelle impossibilité technique.</p> <p>Écart constaté: l'exploitant ne renseigne pas l'application GIDAF comme prescrit dans l'article 2.6.3 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 11 juillet 2022.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 7 : Autosurveillance des retombées de poussières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 3.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Campagnes de mesures et suivi poussières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.</p> <p>Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.</p> <p>L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p> <p>Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur objectif définie ci-dessus, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant réalise les mesures des retombées atmosphériques de poussières totales qui portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.</p> <p>La société GEOSCOP a réalisé pour le compte de l'exploitant les suivis des retombées de poussières dans l'environnement. Dans son rapport de synthèse trimestrielle du 29/05/2024 au 27/06/2024, l'inspection ne relève pas d'anomalie.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Prévention risques technologiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 7.2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des accès</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.</p> <p>L'ensemble du site est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie (clôtures, merlons et un portail).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées constate que l'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. En dehors des heures ouvrées l'exploitant confirme que cet accès est interdit. L'inspection constate que l'ensemble du site est efficacement clôturé.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Dispositif de prévention des accidents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 7.4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise une vérification de l'ensemble de l'installation électrique, au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport.</p> <p>Le rapport de vérification électrique Q18, en date du 27/05/2024 et réalisé par la société DEKRA, conclut que <i>"l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion"</i>.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>